

Mapuches : vers l'autodétermination ?

29-08-2009

Les mobilisations de ces dernières semaines dans le cadre d'un processus de lutte menée par la nouvelle Alliance Territoriale Mapuche pour la récupération des territoires ancestraux aux mains des grands propriétaires et des entreprises forestières indiquent que le combat de ces populations autochtones est arrivé à un tournant.

Le processus d'unification du peuple mapuche à travers cette organisation sociale territoriale débouche aujourd'hui sur un combat plus global : à travers la récupération des terres, ce qui est posé maintenant par ce mouvement et les exigences formulées est bien la question politique de l'autodétermination, de l'autonomie, de l'autogouvernement du peuple-nation mapuche sur un territoire déterminé et de ses relations avec l'Etat chilien. L'assassinat de Jaime Mendoza Collio lors d'une intervention policière pour déloger les occupants d'une ferme a fait que jeter de l'huile sur le feu et resserrer les liens entre les différentes communautés.

Les leaders de l'Alliance Territoriale Mapuche exigent maintenant de parler d'égal à égal et sans délai ni intermédiaire avec l'Etat chilien et son plus haut représentant, la présidente Bachelet. Demande que l'Etat chilien n'entend accorder en aucune manière en renvoyant tout dialogue à l'intermédiaire des habituels canaux institutionnels, en particulier la Corporación Nacional de Desarrollo Indígena (Conadi), sorte de secrétariat aux affaires indigènes.

Retour sur cette Alliance Territoriale Mapuche et ses revendications

=====

L'Alliance Territoriale Mapuche, l'organisation qui mène actuellement le processus de mobilisation pour la récupération de leurs terres ancestrales

Les Autorités Mapuche de Pu Lof Trawün, qui ont organisé les dernières mobilisations mapuche dans le pays, sont venu au début du mois de juillet au palais de La Moneda à Santiago et n'ont pas été reçus par Michelle Bachelet. Aujourd'hui, ils sont parvenus à articuler derrière eux une grande partie du mouvement mapuche « dispersé ». Le lonko Juan Catrillanca Antin, leader de la nouvelle structure, rend compte de ses caractéristiques.

Ils disent qu'ils s'ennuyaient d'attendre. Qu'ils ne veulent pas des miettes. Qu'ils veulent récupérer leurs territoires originaires. « Mais le gouvernement ne nous écoute pas. C'est pourquoi nous sommes unis pour nous mobiliser. Maintenant nous sommes 60 et bientôt nous atteindrons les 120 communautés qui demandent à se joindre à notre lutte », dit le Ñizol Longko de l'Alliance Territoriale Mapuche, Juan Catrillanca Antin du Lof Temucuicui. Ce ne sont pas seulement les communautés qui ont réussi à s'articuler entre elles. Au cours des dernières semaines, d'importantes organisations mapuches ont rejoint les revendications de cette nouvelle référence organisée, la nouvelle graine de La Moneda dans le sud du Chili.

En juillet, une délégation d'entre eux s'est rendue à Santiago pour rencontrer la présidente Bachelet. Ils ont suivi la règle habituelle, envoyé d'innombrables lettres et remplis les formulaires de demande, se souvient le lonko Juan Carlos Curinao. Ils ont attendu plusieurs jours une audience qui n'est jamais venu. Ils ont insisté mais personne ne les a reçu. Et le jour où ils ont osé s'approcher du Palais de La Moneda, des forces spéciales de police les ont expulsés sans ménagement. Ils ont alors décidé de revenir dans le sud. Et de se mobiliser jusqu'aux ultimes conséquences.

Le lonko de la communauté emblématique Temucuicui de Ercilla a expliqué l'importance de cette nouvelle organisation, qui, comme stratégie, va poursuivre plus avant les occupations de terres privées pour obtenir que le gouvernement leur transfère des terres. Ce sera une première étape. La seconde, sera de lutter pour la reconnaissance des droits politiques comme « nation » et d'aller vers l'auto-détermination. L'Alliance, qui revendique comme mapuche les régions du Biobío et la Araucania, est l'organisation qui est derrière les mobilisations les plus récentes. L'une d'elle a pris fin mercredi 12 août avec l'assassinat policier de Jaime Mendoza Collio lors de l'expulsion de la ferme « San Sebastian » à Angol.

Dans la direction de l'Alliance Territoriale Mapuche en plus de Juan Catrillanca on peut également remarquer le lonko Juan Carlos Curinao de la communauté Huañaco Millao de Ercilla et le lonko Jorge Calfuqueo celui-ci du secteur côtier de Budi. Le Werken ou porte-parole de l'organisation est Mijael Carbone Queipul, un jeune membre de la communauté Temucuicui.

Juan Catrillanca a révélé que cette Alliance, formalisée il y a trois semaines après de nombreuses réunions qui se sont déroulées à Ercilla, Temuko et au Budi, se compose des communautés Angol, Ercilla, Purén, Los Saucos, Freire, Villarrica, Puerto Saavedra, Teodoro Schmidt et Loncoche, pour en citer que certaines. « C'est cette alliance qui décide et va décider des futures mobilisations dans le sud », dit-il. Et Juan Catrillanca d'ajouter qu'après la mort de Jaime Mendoza Collio ils vont continuer à mener la récupération des terres plus unis que jamais, avec plus de force et de résistance, mais sans armes.

Sur les actions attribuées par les autorités à des secteurs mapuche plus radicaux, en particulier la Coordinadora Arauco Malleco (CAM), Catrillanca a nié connaître leurs modes d'opération. « Je ne me prononce pas sur cette organisation. Je ne sais pas si elles utilisent des armes. Leurs décisions n'ont rien à voir avec nous », a indiqué le dirigeant traditionnel. Récemment, après une attaque contre un autobus sur la Route 5 Sud attribué à la CAM, l'Alliance n'a pas hésité à condamner l'attaque, se démarquant publiquement de leurs méthodes et leurs modes opératoire.

« Tant que les actions de la CAM ne causent pas de dommages aux personnes civiles, nous, clairement, n'allons rien dire. Mais nous sommes contre les dommages aux personnes ou d'attenter à la vie, même celle des carabiniers... Bien que je n'étais pas là, je m'excuse auprès de tout le monde pour ce qui est arrivé », a déclaré le werken Mijael Carbone. « Nous n'utilisons pas d'armes à feu ni avons l'intention de le faire. Que les forces de police les utilisent ne veut pas dire que nous devons nous armer », ajoute-t-il.

Le leader de Temucucui a déclaré que la nouvelle Alliance Territorial invoque le traité de Tapihue signé en 1825 entre l'État chilien et les Mapuche pour le respect mutuel des frontières existantes dans ces années là et qui permet le transit, le commerce et l'amitié entre les peuples du Chili et le Wallmapu. Ce Traité, du point de vue des Mapuche, a été violé par l'Etat lorsqu'il a envahi militairement leur territoire en 1881. « Nous voulons récupérer six millions d'hectares. Jusque là nous continuerons avec les prises de terres et nous nous défendrons seulement avec nos wifnos (jeux rituels) et nos boleadoras » [*] dit Catrillanca.

TEMUKO, WALLMAPU, le 16 août 2009

NdT

[*] Boleadora : arme traditionnelle de chasse par capture (entrave des membres) composée de 2 ou 3 boules reliées.

<http://www.azkintuwe.org/agosto151.htm>

Les exigences de l'Alliance Territoriale Mapuche

1.- Droits territoriaux

- a) Dévolution du territoire mapuche depuis la rivière Biobio au Sud, à partir de la reconnaissance explicite que l'État a fait de son existence dans le Traité de Tapihue (1825), Article 19.
- b) Fin des mégaprojets à l'intérieur du territoire mapuche (barrages, centrales hydroélectriques, routes, aéroports, exploitation minière, forestière, de pêche, décharges, etc.) ainsi que toutes les installations des entreprises installées en territoire mapuche qui polluent notre environnement.

2.- Droits politiques / Juridiques

- a) Abrogation de la loi raciste n°18.314 (Antiterroriste) et de toutes les lois qui affectent notre existence en tant que Peuple, en particulier dans le domaine des ressources naturelles (eau, air, écosystèmes, wigkul, etc.)
- b) Libération immédiate de tous les prisonniers politiques mapuche, emprisonnés pour la récupération de notre territoire.
- c) Indemnisation de tous les prisonniers politiques mapuches et des proches de nos frères et sœurs tués et disparus (clandestins) dans la lutte pour la récupération de notre territoire depuis 1990.
- d) Démilitarisation du territoire mapuche dans son intégralité. Autrement dit, retrait immédiat de la police militaire chilienne présente à proximité de nos communautés et qui défend les intérêts des grands propriétaires et des forestiers.
- e) Reconnaissance du droit à l'Autonomie et à l'Autodétermination, à la recherche de mécanismes de représentation propre et d'interlocution politique avec l'État.

Enfin, nous déclarons que pour la réalisation de ces exigences, notre démarche implique un dialogue direct d'urgence avec la chef de l'Etat du Chili, Mme Michelle Bachelet, sans aucun intermédiaire qui ferait obstacle à la recherche de mécanismes de solution appropriée à un conflit dont les Mapuche ne sont pas les initiateurs et duquel aujourd'hui nous sommes victimes.

wigkul = colline

=====

Après l'assassinat de Jaime Mendoza Collio

l'Alliance Territorial Mapuche s'adresse à l'opinion mapuche, chilienne et internationale

Après le Norvm Rvpu Xawvn (rencontre) qui s'est déroulé sur le territoire mapuche-lafkenches du Budi le samedi 22 août, les territoires (LOF) et communautés regroupés dans l'Alliance Territoriale du Peuple Mapuche sous la direction des Logko (chefs traditionnels) et werken (messagers, porte-paroles), donnent à connaître et informent les éléments suivants :

1. Nous réitérons notre engagement à l'unification mapuche sur la base de la demande des terres ancestrales et historiques arrachées à notre nation il y a un peu plus de 100 ans par l'Etat national chilien. Cet engagement d'unité ne peut avoir d'autre expression distincte que la mobilisation, malgré les moments de douleur et de mort que nous continuons de subir après l'assassinat avec préméditation du peñi Collio.
2. Notre disposition aujourd'hui est la négociation au plus haut niveau de la direction de l'Etat, qui est celui de la présidente du Chili, Michelle Bachelet. Ici, et à partir de maintenant, les deux parties doivent chercher des moyens pour cette étape, pour laquelle les équipes technico-politiques respectives devront préalablement convenir des questions de procédures, conditions et agenda en rapport avec les thèmes fondamentaux ; si tant est que le gouvernement du Chili veut mettre en œuvre sa rhétorique et son expression euphémistique de "dialogue".
3. Pour le moment, et puisque aucun membre du gouvernement ne nous a parlé clairement et directement, le mouvement de protestation se poursuivra simultanément dans les divers territoires qui composent et ont rejoint l'Alliance territoriale.
4. Enfin, nous maintenons notre appel à nos frères à rejoindre à ce large appel, et à ceux qui ne sont pas mapuches à se manifester et à exprimer leur solidarité avec notre cause. Cause pour laquelle il n'est pas demandé autre chose que la transparence, la volonté et la considération pour l'existence future de notre peuple Mapuche.

Gozol Logko Juan Catrillanca
Logko Lafkenche Jorge Calfuqueo
Logko Pewenche Jorge Sandoval
Werken Mijael C. Queipul

PU LOF XAWVN

ALLIANCE TERRITORIALE MAPUCHE

Territoire lafkeche du Budi, 22 août 2009

<http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article609>